

## Aperçu des marques de soutien à IEB et courriers envoyés au Secrétaire d'Etat Pascal Smet

Article publié sur le site du BRAL [en français](#) et [en néerlandais](#)

Post de soutien sur la [page facebook de l'ARAU](#)

---

### Lettre co-signée par les Syndicats FGTB-Bruxelles, CSC-Bruxelles et CGSLB-Bruxelles

Monsieur le Ministre Président,  
Messieurs les Ministres,  
Chers Rudy, Alain et Pascal,

Par le présent courrier, nous souhaitons vous communiquer nos vives préoccupations relatives au subventionnement régional d'un important acteur de terrain de notre Région, à savoir Inter-Environnement Bruxelles (IEB).

Cette association, qui œuvre pour la défense du droit des Bruxellois à un environnement (urbain) sain, est une association dont nous avons pu apprécier le travail et la collaboration depuis de longues années. A l'écoute des Bruxellois les plus fragilisés, elle s'efforce de les aider à avoir accès aux informations qui les concernent directement, à fédérer leurs mobilisations vis-à-vis de projets urbanistiques et d'aménagement du territoire et, plus largement, à faire émerger une véritable conscience environnementale dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Les liens que nous avons noués avec cette association au cours des dernières années ont été particulièrement importants car ils ont contribué à poser la question des relations entre le droit au travail et le droit à l'environnement, dans le cadre de diverses plate-forme où nous agissons de concert. Ces liens nourrissent ainsi nos expertises respectives et nous permettent de part et d'autre d'aborder de manière plus pertinente les dossiers bruxellois où ces dimensions méritent d'être appréhendées de manière croisée. Il nous faut aussi souligner que l'expertise d'IEB est d'un apport utile dans différents organes de consultation tels le Conseil régional de l'environnement, le Conseil régional de la mobilité et le Conseil consultatif du logement.

Or, il apparaît que, sur les 10 dernières années, IEB a perdu environ 62% de ses subsides régionaux. Ce qui n'est évidemment pas sans conséquence sur les capacités de travail et d'action de cette association.

Une décision récente adoptée par Urban Brussels risque encore d'aggraver cette situation. IEB plaide depuis des années pour que les structures qui œuvrent sur les questions d'urbanisme dans la durée bénéficient de financement pluriannuel adjoint à un système d'agrément comme c'est le cas pour les matières d'environnement et de mobilité. Or, l'année dernière, un mécanisme d'appel à projets à été mis en place au niveau d'Urban Brussels malgré les nombreuses critiques, en particulier le fait que ce système met en concurrence des associations qui ont pour vocation d'œuvrer sur le long terme avec des structures aux objets sociaux et raisons d'être fondamentalement différents. Il apparaît par ailleurs que le mécanisme de sélection des projet manque totalement de transparence car les lauréats et les montants octroyés ne sont pas connus et les décisions de refus non motivées.

C'est dans ce contexte que deux projets introduits par IEB viennent d'être rejetés alors même que

ceux-ci s'appuient sur les métiers de base de l'association. Cette décision de refus non motivée a comme conséquence directe de supprimer toute subvention à IEB en urbanisme pour l'année 2021.

Or IEB a toujours perçu une subvention en urbanisme depuis 1989 dont le montant a pu varier au long des années.

Ayant à l'esprit l'importance de maintenir un tissu associatif vif et vivant en Région de Bruxelles-Capitale, tant pour les habitants que pour l'avenir démocratique de la Région, nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir envisager une rencontre sur ce sujet, avec nos collègues d'IEB, afin d'envisager la manière d'infléchir cette tendance très préoccupante.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre Président, Messieurs les Ministres, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Estelle Ceulemans  
Secrétaire Générale  
de la FGTB Bruxelles

Paul Palsterman  
Secrétaire Régional  
bruxellois de la CSC

Michael Dufrasne  
Secrétaire Régional  
bruxellois de la CGSLB

---

**European  
Environnemental  
Bureau**

Monsieur le Secrétaire d'État,

Le European Environmental Bureau (EEB) est le plus grand réseau d'ONG environnementales en Europe. Il rassemble plus de 170 organisations, dans plus de 35 pays (tous les Etats Membres de l'Union Européenne ainsi que certains pays candidats à l'entrée ou voisins), dont plusieurs réseaux européens, représentant environ 30 millions de personnes.

Inter-Environnement Bruxelles est un membre extrêmement estimé de notre réseau depuis de nombreuses années.

Récemment, nous avons appris qu'Inter-Environnement Bruxelles ne recevrait probablement aucune subvention pour poursuivre le travail remarquable qu'elle fait en matière de suivi, de sensibilisation, de vulgarisation et d'analyse des questions urbanistiques à Bruxelles. Au vu de la place que l'association occupe dans le paysage bruxellois, de la qualité et de l'utilité de son travail, cette décision nous étonne et inquiète et nous espérons que vous reviendrez sur ce choix qui ne sert ni les intérêts des habitants de Bruxelles, ni ceux de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, mes plus respectueuses salutations.

Jeremy Wates Secrétaire Général

---

**ASBL La Rue**

Monsieur le Secrétaire d'État à l'Urbanisme,

Bonjour. Nous avons appris qu'Inter-Environnement Bruxelles ne recevrait probablement aucune

subvention pour poursuivre le travail qu'elle fait en matière de suivi, de sensibilisation, de vulgarisation et d'analyse des questions urbanistiques en région bruxelloise.

Nous souhaitons vous exprimer que nous avons beaucoup de mal à comprendre cette décision au vu de la place que l'association occupe dans le paysage bruxellois, de la qualité et de l'utilité de son travail.

En tant qu'association locale qui réalise un travail de terrain et de proximité dans les quartiers populaires de Molenbeek, dont en matière de cadre de vie et de questions urbanistiques auprès des habitants (notamment en tant que membre du Réseau Habitat), nous avons eu l'occasion de collaborer avec IEB à de nombreuses reprises.

Etant à notre niveau proche des nombreux habitants de ces quartiers populaires, les questions de démocratisation et de participation notamment en lien avec les dispositifs de revitalisation, de rénovation urbaines nous tiennent à coeur. Nous pensons qu'il est essentiel de tenir compte de l'expertise des habitants quant à leur cadre de vie en leur donnant une place réelle dans le débat sur la ville. Or réaliser un travail d'information, de sensibilisation, d'analyse auprès d'eux demande d'y consacrer beaucoup de temps et donc des moyens réels. Les enjeux sont fondamentaux, notamment en matière de développement durable et pour le bien être de tous. Or dans le paysage bruxellois, IEB joue un rôle très important à ce niveau.

Aussi, Monsieur le Secrétaire d'Etat, nous vous demandons de reconsidérer cette décision.

Nous espérons vivement que vous serez sensible à ces quelques éléments que nous exprimons sur base d'une expérience de plus de quarante ans d'actions auprès de nombreux Molenbeekois.

Nous vous remercions pour votre attention.

Avec notre parfaite considération,

Carine Barthélemy

---

## **Association du Quartier Léopold (AQL)**

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, l'Association du Quartier Léopold travaille depuis des dizaines d'années en partenariat avec d'autres associations au sein de la coordination Europe.

Parmi ses membres nous avons pu compter sur les grandes fédérations et l'ARAU pour nous aider à mettre en place une présence dans le débat urbain certes critique, mais solidement argumentée. Cela correspond bien à la mise en œuvre de l'environnement démocratique si unique du territoire régional.

Nous avons donc été heureux d'apprendre que le BRAL avait reçu une subvention notamment pour lui permettre de travailler sur les PAD et par conséquent notamment sur la rue de la Loi.

Nous avons été par contre surpris et déçus d'apprendre que ni l'ARAU et encore moins IEB n'avaient été soutenus par le Secrétaire d'Etat à l'urbanisme pour nous accompagner dans les nombreux et lourds dossiers que nous avons à traiter ensemble, d'autant plus dans le cadre des bouleversements que nous apprêtons à subir à la sortie de la crise sanitaire qui est aussi une crise

environnementale de grande ampleur.

Nous pouvons alors penser que derrière la mesure de rétorsion que vous avez prise contre les grandes organisations francophones, il s'agit d'atteindre aussi aux droits à la parole de tout le réseau associatif qu'elles fédèrent. Vous êtes donc conscients que c'est l'ensemble de la population bruxelloise concernée par les grands enjeux environnementaux que vous avez atteint par cette mesure.

Nous ne vous avons pas élus pour cela et nous espérons donc que vous reconsidérerez rapidement les options choisies par le Secrétaire d'Etat à l'urbanisme qui apparemment ne se positionne plus comme le ministre de tous les bruxellois.

Confiants en votre sens des responsabilités à l'égard de l'ensemble du réseau associatif dont nous faisons activement partie, nous vous remercions par avance de l'attention que vous accorderez à notre courrier et vous adressons nos sincères salutations.

Christian Dellicour, administrateur délégué      Marco Schmitt, président

---

Le Collectif21 est particulièrement attaché au renforcement de la stabilité et de la pérennisation des financements des missions d'intérêt général dévolues aux associations. Celles-ci doivent pouvoir apporter en toute indépendance leur contribution à la démocratie, notamment en développant des critiques des politiques publiques, en dénonçant des injustices, en révélant des aspirations et des besoins de citoyen.ne.s, souvent peu entendu.e.s.

Nous espérons que vous reviendrez sur cette décision incompréhensible du point de vue des habitant.e.s.

Bien sincèrement,

Pour le Collectif21,

Mathieu Bietlot

---

Notre association, The Shifters Belgium, qui milite pour la décarbonation de l'économie et de la société, admirons le travail d'Inter-Environnement Bruxelles en matière de sensibilisation, de vulgarisation et d'analyse des questions urbanistiques, ainsi que des enjeux environnementaux qui y sont liés. Nous avons appris avec stupeur qu'Inter-Environnement Bruxelles ne recevrait probablement aucune subvention pour poursuivre ses activités. Cette décision est incompréhensible au vu de la place que l'association occupe dans le paysage bruxellois, de la qualité et de l'utilité de son travail, tant du point de vue urbanistique qu'environnemental.

Nous espérons que vous reviendrez sur cette décision incompréhensible du point de vue des habitants.

Perrine Wohlfrom  
Coordinatrice Domaine Décarbonation Bruxelles  
The Shifters Belgium

---

## COURRIERS DE CITOYEN.NE.S : EXTRAITS

---

L'existence d'IEB ne devrait pas être mise à mal car leur opinion ne suit pas votre agenda politique. Si vous êtes confiant dans la légitimité de vos projets, vous ne devriez pas craindre que leur mise en place suscite le débat au sein de la société civile.

Merci d'avance de permettre à un esprit critique de continuer d'exister à Bruxelles.

---

Alors que votre accord de Gouvernement « défend un modèle participatif renouvelé qui soutient l'émergence de dispositifs originaux représentatifs de la diversité bruxelloise », (= tirage au sort de citoyens pour débattre de certaines questions que vous avez fixées à l'avance) .. je me demande comment ce modèle peut être mis en oeuvre en dehors de ces sessions réglementées, quand les citoyens n'ont aucune source d'information sur les questions urbanistiques (...)

Nous ne sommes pas tous urbanistes, architectes ou juristes.  
Fort heureusement !

IEB fait un travail remarquable de mise en contexte, d'analyse, d'enquête, de synthétisation, de vulgarisation aussi, et nous permet, à nous citoyens soucieux de mieux appréhender les enjeux des projets publics/privés qui émergent dans notre environnement bruxellois, de pouvoir vraiment adhérer à ce modèle « participatif » que vous défendrez, en toute connaissance de cause.

IEB n'est pas la seule voix, mais c'est une voix primordiale dont vous allez nous priver. Pouvez-vous nous dire si vous entendez simplement les baïllonner, si oui pour quelle raisons objectives, ou si vous avez d'autres projets pour nous permettre à nous, citoyens, de développer notre connaissance approfondie et critique des enjeux urbanistiques bruxellois (et par conséquent, sociaux, environnementaux, économiques, car l'urbanisme n'est pas une matière uniforme).

Je vous demande avec insistance, ainsi qu'à tous les membres du Gouvernement, de revoir votre décision afin de ne pas priver les habitants de Bruxelles Capitale de l'expertise cette association qui

nous permet d'assurer notre rôle de citoyens informés, actifs, critiques, bref, de citoyen participatif.. dont vous n'avez peut-être pas besoin ?

---

Je lis les travaux de Inter-environnement et cela me permet d'être une citoyenne avertie, engagée et critique.

Cela me permet aussi de mieux connaître ma ville et les associations qui s'engagent à la faire vivre. Il n'est pas un mois sans que je me mette en contact directement ou indirectement avec une personne ou une association citées dans leurs articles. Ceci afin de mener à bien mon travail d'éducatrice et de "passeur de culture".

Ils ont une place importante pour créer une toile actions démocratiques et libres.

J'espère que vous reviendrez sur cette décision incompréhensible et j'espère que les voix qui s'élèvent pour contester cette décision seront entendues.

---

Ik heb tot mijn verbazing vernomen dat Inter-Environnement Brussel waarschijnlijk geen subsidie zal ontvangen voor de voortzetting van het opmerkelijke werk dat deze organisatie doet op het gebied van monitoring, bewustmaking, popularisering en analyse van de stedenbouwkundige problematiek in Brussel. Dit besluit is onbegrijpelijk gezien de plaats die de vereniging inneemt in het Brusselse landschap en de kwaliteit en het nut van hun werk. Het is heel belangrijk dat publieke en politieke beslissingen kritisch worden bekeken, want het gaat om publiek geld. IEB doet dit met glans, rigoreus en grondig.

Ik/wij hopen dat u dit onbegrijpelijke besluit herziet vanuit het oogpunt van de inwoners.

---

Les questions qui touchent à l'aménagement du cadre de vie dans une Capitale, comme Bruxelles, méritent assurément que tous les leviers démocratiques soient systématiquement activés.

---

La question du Logement et de son accessibilité, en région bruxelloise, me sensibilisent particulièrement. Les enjeux de mobilité et les problématiques environnementales doivent être au coeur d'un Projet de Ville qui se respecte.

C'est un enjeu crucial pour l'avenir de Bruxelles.

Sur toutes ces thématiques, les contributions de I.E.B. sont appréciables et enrichissent le débat.

C'est un levier essentiel pour permettre de réelles formes de participation citoyenne, sur des thématiques peu accessibles.

Cette décision est incompréhensible au vu de la place que l'association occupe dans le paysage bruxellois, de la qualité et de l'utilité de son travail.

---

Mon mari et moi sommes abonnés depuis des années à leur magazine, qui est remarquablement documenté. En fait, c'est le seul organe de presse qui s'intéresse aux questions urbanistiques de façon aussi détaillée, avec des analyses très intéressantes, et que nous ne pouvons trouver nulle part ailleurs.

Nous lisons également attentivement leur newsletter hebdomadaire, seule façon pour nous de nous mettre au courant des projets en cours, des délais de protestation éventuelle, et donc seule façon de nous permettre d'accomplir notre devoir de citoyens en restant impliqués.

J'espère vraiment que vous reviendrez sur cette décision incompréhensible de notre point de vue.

---

Une saine démocratie est une démocratie qui accepte que le secteur associatif puisse avoir une fonction critique, ne soit pas le simple sous-traitant de l'autorité publique, et puisse être subventionné pour ce faire.

---

J'avoue que dans ma pratique de juriste auprès de hub.brussels - dépt urbanisme et environnement -, leurs lettres d'IEB, leurs relevés des enquêtes publiques dans toutes les communes bruxelloises m'étaient un outil précieux pour suivre des dossiers, pour m'informer des projets bruxellois.

IEB fait le travail de dépouillage des enquêtes publiques en cours à mon bénéfice et au bénéfice de la clientèle de mes entreprises bruxelloises que j'aidais dag in dag uit. Imaginez que j'eusse dû - moi-même - dépouiller tte cette information, commune par commune ? Juste infaisable, impensable.

Maintenant je suis à la retraite; je ne peux m'empêcher de vous dire combien la poursuite de ce travail effectué par IEB - analyse des questions urbanistiques à Bruxelles, suivi des enquêtes publiques fut et est toujours utile. IEB est un maillon de la chaîne. Et une chaîne, c'est fait pour entraîner le mouvement n'est-ce pas ? (comme une chaîne de vélo: vous le savez bien).

J'espère que vous reviendrez sur cette décision euh.. curieuse à mes yeux de professionnelle et maintenant de citoyenne.

---

Quiconque s'est penché sur cette question doit l'admettre. Les enjeux économiques à court terme vont régulièrement à l'encontre du bon sens et du bien-être à moyen et long terme des habitants de la Région de Bruxelles-Capitale. Les dernières décennies de développement urbanistique fournissent un grand nombre d'illustrations de ce phénomène qui, malheureusement, perdure encore aujourd'hui sous des formes peut-être plus subtiles qu'au 20e siècle.

Je pense être du devoir des autorités d'un Etat démocratique, élues par le peuple, de garantir l'existence et la pérennité de contre-pouvoirs solides et compétents, capables aussi de servir de caisse de résonance aux frémissements quotidiens qui traversent ce peuple. Ce faisant, des associations telles que IEB jouent également le rôle de filet de sauvetage pour les autorités lorsqu'elles semblent oublier qui leur a donné leur mandat, et dans l'intérêt de qui elles doivent œuvrer.

Et même si parfois, voire souvent, ces associations peuvent être perçues comme un poil à gratter urticant, ceci est un leurre. Les associations telles qu'IEB font véritablement partie du jeu et dans un certain sens servent de zone-tampon au service du monde politique pour faire baisser la pression de l'indignation populaire dans toute une série de dossiers, simplement par le fait que les citoyens se sentent un peu plus entendus et représentés face à une autorité parfois sourde et omnipotente.

---

Het is dankzij de steun van de grote federaties IEB (Inter-Environnement Bruxelles) vzw en ARAU (Atelier de Recherche et d'Action Urbaines) vzw, dat de wijkcomités en de inwoners op een opbouwende, kritische manier aanwezig zijn in het stedelijke debat. En dat op een goed onderbouwde en stevig beargumenteerde manier (...)  
De keuze voor kortlopende projectfinanciering in plaats van structurele erkenning is verontrustend. Kortlopende projecten, kunnen structureel en kritisch basiswerk niet vervangen. Er moet best gestreefd worden naar een gezond evenwicht tussen structurele ondersteuning en projectsubsidie binnen het Brusselse stedenbouwkundige middenveld.

---

Le bulletin électronique de cette association fait réellement œuvre d'éducation populaire dans le sens noble du terme et éclaire le public sur des questions essentielles pour sa bonne compréhension du fonctionnement des choses de la cité le concernant.

Par conséquent, cette information participe également au bon fonctionnement d'une démocratie

de proximité digne de ce nom grâce à une telle information de qualité mise à la disposition du citoyen lui permettant ainsi de prendre des décisions et d'agir en connaissance de cause.

Cette information fiable est d'autant plus essentielle étant donné les dangers bien réels liés à la montée des populismes extrémistes et de la mésinformation des "fake news".

Aussi j'espère que vous reviendrez sur cette décision extrêmement mal avisée à mon avis du point de vue des besoins démocratiques des habitant-e-s de la Région.

---

À l'heure où l'explosion insensée des prix de l'immobilier menace de paupériser toujours davantage des pans entiers de la population et creuse les inégalités, que la Commission Européenne annonce se retirer de la moitié de ses bureaux d'ici 10 ans après que l'aménagement désordonné par les promoteurs immobiliers du quartier européen ait réduit tout celui-ci à un no-man's land en ces temps de télétravail (il l'était déjà les soirs et week-ends), que le changement climatique met déjà à rude épreuve certaines infrastructures essentielles (eau, assainissement...), qu'il est urgentissime de végétaliser davantage et en profondeur l'ensemble du territoire, qu'il est non moins urgent de réduire drastiquement le nombre de voitures particulières qui circulent dans la ville en polluant l'air et mettant en permanence en danger la vie des habitants... Il faudrait se passer de l'expertise unique et de l'indépendance critique de la plus grande association de la région s'occupant de ces questions?

Je trouve cette décision incompréhensible, à moins bien sûr d'imaginer que cette décision serait motivée précisément par ces qualités. Je n'ose le croire.

Convaincu qu'il s'agit d'un malentendu, j'espère pouvoir compter sur votre clairvoyance pour revenir sur cette décision: en démocratie comme dans la vie, un ennemi franc vaut toujours bien mieux qu'un ami tiède.

---

Cette décision est incompréhensible au vu de la place que l'association occupe dans le paysage bruxellois, de la qualité et de l'utilité de son travail. J'ai pour ma part bénéficié de l'expertise de nombreuses études pensées, produites et diffusées par IEB en termes de logement, d'écologie urbaine et de visibilisation de la lutte des sans papiers. IEB est un point d'appui sérieux et éthique qui permet à de très nombreux citoyens bruxellois et alentours de vérifier, rester vigilants aux projets "contre-nature" augmentant la gentrification de la Cité en désocialisant des quartiers, des espaces communs et une pensée du fameux vivre-ensemble.

---

Je ne m'étonne pas que le travail de cette association ne plaise pas aux spéculateurs de tout poil et leurs soutiens politiques qui veulent bétonner jusqu'au dernier cm<sup>2</sup> de notre ville.

Néanmoins, j'espère qu'il existe encore des représentants politiques qui défendent encore l'intégrité de notre ville face à ces vautours de mauvais augure car plus que jamais la bruxellisation bat son plein et même des immeubles récents démesurés sont détruits pour faire place à d'autres encore plus hauts, plus profonds et ne laissant plus un cm<sup>3</sup> de terre naturelle originale. Etrangler IEB de la part d'un.e politique dans le contexte actuel serait un signal indiquant que la curée urbanistique destructrice peut s'accélérer sans opposition.

---

Vous vous demandez sans doute à quel titre une institution comme Infor-Drogues dont l'objet



social peut paraître assez éloigné de l'urbanisme intervient dans ce débat. Et bien, après cinquante années d'écoute, de rencontres, d'accompagnements, de suivis, de formations, etc avec les personnes consommatrices de psychotropes et leurs proches, nous savons à quel point le contexte de vie et le sentiment de pouvoir agir sur celui-ci est déterminant pour tout un chacun mais surtout pour ces populations.

La Promotion de la Santé est une politique complexe puisqu'elle vise à « mettre la santé au centre de toutes les politiques » donc tenter de mesurer l'impact sur la santé de décisions politiques dans des matières telles que l'urbanisme. Infor-Drogues se tient à votre disposition pour réfléchir avec vous à cette importante question.

---

Bien que l'IEB soit parfois critique de certaines actions ou décisions, c'est la base du jeu démocratique mais c'est surtout aujourd'hui une voix qui est très en phase avec l'air du temps et l'évolution de nos attentes - en particulier sur l'environnement et le développement durable.

Je vous encourage à ne pas essayer de faire taire cette voix, voire même à la diminuer trop drastiquement car il est certain qu'elle ressurgira alors plus tard de façon (beaucoup) plus forte et dangereuse, notamment par des votes vers les partis plus extrêmes des 2 côtés de l'échiquier.

---

Je suis les publications et le travail de l'IEB de près. Etant architecte moi-même je peux juger de ce travail, et je peux vous dire qu'il est REMARQUABLE. L'IEB a la capacité de mettre en place un regard large sur la ville. Sa critique des projets urbanistiques à Bruxelles est sensible et constructive. L'IEB a la capacité de se pencher sur les dossiers en profondeur, avec un regard hyper-compétent.

Il s'agit d'un travail de valeur, important et utile. Ce travail est NECESSAIRE aux habitants. L'IEB est un garant de nos valeurs démocratiques. Il est dès lors insupportable qu'une telle voix soit éteinte de cette manière. Je vous demande donc de revoir votre décision.

---